

Communistes

Lien d'échanges et de communication

Sur le vif



Joëlle Greder
présidente du
Conseil national

Le CPE est abandonné! C'est une grande victoire populaire! La formidable mobilisation intergénérationnelle, l'unité des syndicats, des organisations de jeunesse et des lycéens ont fait reculer le gouvernement.

Après le 29 mai, c'est la seconde grande victoire contre les politiques libérales.

Victoires qui en appellent d'autres pour l'abrogation du CNE, de l'apprentissage à 14 ans, du travail de nuit dès 15 ans...

La contestation du libéralisme est une donnée politique majeure.

L'ambition des communistes de construire un grand rassemblement populaire antilibéral majoritaire dans notre pays correspond bien aux attentes des jeunes, des femmes, des hommes qui ont agi sans relâche pour le retrait du CPE, aux attentes de toutes celles et de tous ceux qui veulent en finir avec les politiques libérales.

“Avril, mai, juin vont être décisifs pour construire l'alternative”

Le CN du 7 avril a travaillé à la feuille de route des communistes. L'appel de Marie-George Buffet pour un rassemblement antilibéral est porteur d'espoir. Nous proposons comme objectif de le faire connaître dans les quartiers populaires, dans les entreprises, sur les marchés...

Le retrait du CPE exige la construction de propositions alternatives pour éradiquer le chômage, la précarité. Au Congrès, nous avons décidé d'impulser une grande chaîne humaine pour l'emploi. Nous proposons d'organiser des débats publics, forums pour construire de façon citoyenne une grande loi d'orientation pour sécuriser les parcours de formations et d'emplois. Ces initiatives débouchant sur des assises régionales pour l'emploi.

Nous allons poursuivre et amplifier toutes les initiatives pour construire l'alternative avec toutes les forces concernées et faire un point d'étape le 29 mai.

Marie-George Buffet dans son appel précise: « Si nous parvenons à constituer ce rassemblement avec la volonté de faire bouger toute la gauche et de donner toute sa place à la dynamique populaire antilibérale, alors nous pourrons battre la droite et réussir à gauche en changeant vraiment et enfin la vie. »

La gauche est face à une responsabilité historique. Ce dont sera capable le Parti communiste sera déterminant.

L'engagement du plus grand nombre de communistes est donc décisif. ■

Front populaire

Les communistes fêtent le 70^e anniversaire

Mercredi 3 mai 2006 au siège national du PCF:

- 19 heures: **Les années Front populaire**, table-ronde avec Danièle Tartakowsky, Michel Margairaz et Serge Wolikow
- 20h30: **Le Front populaire vivant**, interventions de Cédric Clérin et Marie-George Buffet
- Projection du film *La vie est à nous* de Jean Renoir

Le CPE abandonné: une grande victoire populaire qui en appelle d'autres!



Fabrice Nicolle

Le PCF se réjouit de cette nouvelle victoire contre le libéralisme, après celle du NON au référendum le 29 mai. Il demande la levée des poursuites engagées à l'encontre de celles et ceux qui ont lutté contre le CPE. Il appelle à la vigilance et à la poursuite de l'action contre la précarité, pour une alternative antilibérale en terme d'emploi et de formation.

L'union populaire en construction

À l'initiative des communistes, les rencontres se multiplient sur le contenu d'une politique qui change la vie. Ce fut le cas au « Mécano » le 5 avril (ci-contre), lors d'une rencontre avec les personnalités du monde des arts et de la culture, le 6 avril à Argenteuil pour des choix alternatifs au CPE... Ce sera le cas le 20 avril à Marseille avec Marie-George Buffet, le 2 mai à Nanterre pour l'école, le 3 mai en direction des personnels de tous les médias...



Conseil national: l'urgence d'ouvrir une perspective

La direction nationale du PCF a décidé de mener une grande campagne sur l'emploi en mettant en débat l'appel de son 33^e Congrès aux citoyennes et citoyens, aux forces de gauche pour construire ensemble l'indispensable alternative politique antilibérale



Conseil national du 6 avril 2006

La victoire contre le CPE est possible Au cœur du mouvement social s'appuyer sur nos décisions de congrès

Rapport d'Olivier Dartigolles

La semaine écoulée depuis la première session de notre Conseil national a été riche en événements. Aussi, nos travaux d'aujourd'hui seront très certainement utiles pour appréhender au mieux et le plus efficacement possible la situation actuelle et pour répondre aux enjeux de la période en s'appuyant, sans délais, sur les décisions de notre 33^e Congrès. Loin de moi, Joëlle, l'idée de proposer une réunion hebdomadaire du Conseil national mais, pour le coup, cette session, à l'origine prévue pour élire notre exécutif national - ce que nous ferons en fin de matinée -, se tient dans une actualité "chaude" et un contexte inédit.

2006, une année pleine

Tout au long de nos travaux préparatoires au 33^e Congrès et jusqu'à nos décisions quant à notre orientation stratégique, nous évoquions "une course de vitesse", "une période ouverte où les possibles comme les risques sont immenses". Nous y sommes. Comme l'ont observé plusieurs intervenants lors de notre discussion vendredi dernier, le temps présent est marqué par une accélération où beaucoup se jouent. Où, à partir des exigences qui montent dans la société en général et plus particulièrement au sein du mouvement populaire, les potentialités réelles, objectives, pour une vraie perspective de changement peuvent - ou pas - converger vers un rassemblement antilibéral majoritaire. Cela reste encore une ambition, un objectif dont la réalisation devra surmonter des obstacles. Le mouvement populaire que nous vivons peut obtenir le retrait du CPE, infligeant ainsi une sévère défaite à la droite. Celle-ci est en grande difficulté et, à ce jour, ses manœuvres successives ne lui ont pas permis de rebondir. Et la question de l'avenir, de la perspective politique ne s'en pose dès aujourd'hui qu'avec plus d'acuité. En cette année 2006, nous sommes donc à mille lieues de cette sorte d'entre-deux, de "couloir", où, dans les calculs de certains, rien ne devait se passer en attendant 2007. Permettez-moi, ici, de rappeler ce qui disait Marie-George Buffet lors de ses vœux à la presse le 11 janvier dernier: "Le tunnel tel qu'il nous est présenté déboucherait sur un mur. Il faut faire reculer la droite et il faut la battre. Pour cela, il faut se battre aujourd'hui, il faut faire bouger la gauche et construire l'alternative."

Nous le mesurons bien, les prochaines semaines seront donc déterminantes. Nous nous sommes beaucoup investis depuis le début de l'année mais il nous faut aujourd'hui, pour répondre à une situation nouvelle, monter d'un cran le niveau de notre engagement, de nos batailles politiques, travailler à une mise en œuvre rapide des décisions d'action de notre congrès, déployer avec force la campagne publique autour de l'appel lancé à l'issue du 33^e Congrès. Dans le mouvement, nous ne nous accordons pas de pause dans la riposte à la droite et au patronat, nous disputons le terrain à gauche.

Nous voulons battre la droite et réussir à gauche. Nous voulons les deux à la fois. Non par je ne sais quel excès de zèle mais parce que nous avons tiré les enseignements des dernières décennies et que les enjeux de la période présente n'autorisent pas à en rabattre sur l'objectif à atteindre; sinon à prendre le risque de laisser la droite reprendre la main et se maintenir au pouvoir lors des prochaines élections. Pour quelles conséquences pour le peuple? Qui peut dire aujourd'hui jusqu'où pourrait aller la révolution conservatrice en cours? Ou sinon à prendre le risque d'amères et de dange-reuses déceptions avec une gauche qui une nouvelle fois ne serait pas à la hauteur. Alors comme l'écrit notre camarade Michel Simon dans *l'Humanité* du 5 avril, "la crise du systè-

me politique pourrait connaître des rebondissements avec des conséquences peu prévisibles".

Battre la droite et réussir à gauche, nous nous y engageons avec la même détermination que lorsque nous nous fixions l'objectif de la "gagne" au printemps dernier. Le niveau de notre ambition demeure, plus que jamais, la question centrale. Il appelle de notre part un effort au moins comparable, et très certainement supérieur, à ce dont nous avons été capables dans les six derniers mois de la campagne référendaire. Nous pouvons rapidement être beaucoup plus nombreux à participer à cet effort car avec ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays c'est par dizaines de milliers que se comptent les femmes et les hommes qui cherchent à donner la force de la politique à leur volonté d'engagement militant. Notre Parti est l'espace dont ces femmes et ces hommes ont besoin. Proposons-leur directement de devenir membres du Parti communiste français.

Tous ensemble jusqu'au retrait du CPE

Le contrat première embauche a été annoncé par le Premier ministre le 16 janvier. Recyclant un projet inspiré par Sarkozy, Dominique de Villepin avait alors belle allure et le verbe haut pour stigmatiser celles et ceux qui refusaient cette précarisation généralisée de la jeunesse conjugée, avec l'esquisse du contrat unique, à un dynamitage du droit du travail.

Que n'a-t-on entendu le 7 février, première journée nationale de mobilisation pour le retrait du CPE, puis le 9, jour de l'utilisation du 49.3, sur le prétendu "archaïsme", sur "l'immobilisme" ou encore le "conservatisme" des anti-CPE. Deux mois se sont écoulés. Deux mois seulement. Et comme il y a un an, à la même période, l'espoir a changé de camp. Comme pour le traité constitutionnel européen, les citoyens ont fait le lien entre le CPE et ce dont ils ne veulent plus. Sensibilisés par les lycéens, les étudiants et les salariés en lutte, de plus en plus nombreux sont celles et ceux qui ont parfaitement décrypté la nature régressive du contrat première embauche. La mobilisation lors de la cinquième journée d'action, mardi dernier, a atteint un niveau comparable à celle, d'une ampleur historique, du 28 mars. La répétition d'un tel événement d'une puissance exceptionnelle témoigne du caractère inédit de la période. "Chirac l'embrouille" n'a en rien entamé le front unitaire du mouvement pour le retrait du CPE.

Unité intergénérationnelle, unité des jeunes et des salariés, unité de la jeunesse dans la diversité de ses conditions d'existence, unité des organisations syndicales, des formations de gauche pour, ensemble, exiger le retrait du CPE. Le gouvernement, la droite et le patronat se sont pourtant beaucoup activés ces derniers temps pour tenter de briser ce front unitaire. Le Premier ministre allant jusqu'à opposer les jeunes des quartiers populaires, à qui seraient "réservés" le CPE, aux autres, "jeunes diplômés" qui pourraient prétendre au CDI. Dans la même veine d'une droite populiste qui chasse sans vergogne sur un terrain qui était naguère celui du FN, rappelez-vous cette scène abjecte où Sarkozy, visitant une école primaire, pointait du doigt quelques têtes de gamins en déclarant: "si certains veulent s'en sortir, je les y aiderai"... Et voyez aujourd'hui l'extrême gravité du projet de loi sur l'immigration.

"Retrait du CPE", c'est l'objectif que le mouvement s'est fixé. Nous allons poursuivre et amplifier les actions engagées sur le terrain, avec les militants de notre Parti, avec les jeunes communistes, avec les élus communistes. Dans ce sens, une proposition de loi a été déposée par les parlementaires communistes et républicains à l'Assemblée nationale



et au Sénat. Mardi prochain, ils rencontreront les organisations des salariés et des jeunes. L'abrogation du CPE ouvrirait de facto un espace plus favorable à la remise en cause du CNE et des mesures de la loi dite de "l'égalité des chances" - apprentissage à 14 ans, travail de nuit des mineurs, suspension ou mise sous tutelle des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire - mesures aujourd'hui applicables suite à la promulgation décidée par le Président de la République.

Chirac a tenté de louvoyer, de piéger le mouvement social, de se donner du temps, de jouer la carte du pourrissement, de faire la politique de la terre brûlée tout en confiant la "sortie de crise" au président du parti majoritaire. De ce numéro peu glorieux, particulièrement préoccupant pour notre vie démocratique, il n'est au final resté qu'une chose: la provocation, l'insulte faite à la jeunesse et à travers elle à l'ensemble de notre pays, très majoritairement hostile au contrat première embauche. Alors assez de tergiversations et de manœuvres! Assez de la criminalisation du mouvement, des arrestations arbitraires, des gardes à vues musclées et des condamnations expéditives contre les jeunes anti-CPE! Assez de ces petits calculs des barons ou des marquis de l'UMP faisant fi de l'intérêt général pour ne servir qu'une classe, et que tel ou tel clan. Il faut donc l'abrogation. Pas autre chose. Un CPE allégé, aménagé, modifié, resterait un "contrat poubelle embauche". Le peuple n'en veut pas. "Les casseurs d'avenir" pour reprendre la belle formule de la dernière affiche du Mouvement des jeunes communistes n'ont plus la main. Ils l'ont perdu.

Le libéralisme contesté en France et en Europe

Ce mouvement est comme porté par le refus d'une société où la règle de "la concurrence libre et non faussée" écraserait tout sur son passage. Les citoyennes et les citoyens disent aujourd'hui "non" au CPE comme au printemps dernier ils avaient dit NON au TCE. C'est là l'un des fruits du combat politique que nous avons alors mené avec d'autres. De manière plus ou moins affirmée, c'est bel et bien un type d'organisation de la société qui est mis en cause.

La précarité est au centre du projet de la droite et du patronat, la présidente du Medef entend "fluidifier" encore ce qu'elle appelle dans *le Figaro* du 5 avril "la séparabilité de l'entreprise et de l'employé". Il s'agit pour eux de disposer de femmes et d'hommes flexibles, précaires, taillables et corvéables à merci. C'est une société du risque pour tous où personne ne doit se sentir en sécurité. C'est les individus les uns contre les autres, des communautés opposées les unes aux autres. C'est une terrible régression. Il y a de la barbarie dans cette société. Ainsi, dans son discours-programme prononcé à Douai le 27 mars dernier, Sarkozy préconise "la réforme profonde de l'ordonnance de 1945 sur la protection des mineurs", ou encore "la détection précoce des comportements à risques" dès la maternelle.

L'une des forces du mouvement actuel pour le retrait du CPE est qu'il est imprégné de la conviction très largement partagée que d'autres choix sont possibles. Du "mouvement social" de 1995 au 4 avril 2006, en passant aussi bien par le 21 avril que par le 29 mai et que par la révolte des banlieues, montent à la fois l'aspiration au changement et l'idée que l'on peut faire autrement.

En France, mais aussi dans plusieurs pays européens, les politiques libérales impulsées par les gouvernements et le patronat sont de plus en plus contestées. Ces politiques, qui accélèrent la libéralisation des services publics, le démantèlement systématique des protections sociales et les réformes du marché du travail, sont au cœur de la stratégie de Lisbonne. Elles se heurtent à des contradictions d'une ampleur considérable. Dans ce contexte, le niveau exceptionnel de la mobilisation unitaire en France pour le retrait du CPE est cité en exemple et suscite un remarquable élan de solidarité des forces sociales européennes. En Suède, au Danemark, ou encore à Budapest, on manifeste devant les ambassades de France pour s'opposer à une insécurité généralisée de l'emploi. De jeunes syndicalistes espagnols et italiens viennent manifester jusqu'à Paris pour s'associer à la riposte contre le CPE. Cette solidarité, qui voit la CES et son président John Monks participer au cortège parisien du 4 avril, au nom du rejet des politiques libérales, fait hésiter, voire reculer des gouvernements qui, tels celui de la "grande coalition" en Allemagne, s'approprient à s'engager plus en avant dans le torpillage du droit du travail et des acquis sociaux. D'importants mouvements sociaux se développent en Europe: en Grande-Bretagne pour la défense des retraites et contre la privatisation de l'école publique; en Allemagne pour la hausse des salaires dans la métallurgie et contre l'augmentation du temps de travail dans la fonction publique territoriale; grèves massives en Belgique, en Grèce, au Portugal, aux Pays-Bas contre la restructuration du secteur public et la réforme des retraites. Ces mouvements participent d'une dynamique politique et sociale qui peut permettre le rejet intégral et définitif de la directive Bolkestein. Une rencontre à dimension européenne, à l'initiative de Marie-George, est en préparation.

Nos propositions

Notre discussion la semaine dernière a traité de la perspective politique en lien au développement du mouvement actuel. Rien dans la semaine écoulée n'est venu contredire ce que nous avions analysé. Cette question ne cesse de s'aiguïser. J'y reviens.

De plus en plus, monte du mouvement lui-même le besoin de réponses alternatives, notamment l'exigence de nouveaux droits pour l'emploi et la formation. Nous versons dans le débat notre proposition de sécurité d'emploi et de formation, qui fait partie du programme que nous avons adopté au Congrès. Ce n'est pas pour nous une simple formule, qu'il nous suffirait de répéter, mais un instrument pour aider toutes celles et tous ceux qui sont en lutte, qui veulent que cela change, à définir leurs objectifs.

Dans cet esprit, dès le début de la mobilisation pour le retrait du CPE, nous avons fait le choix de ne pas y opposer un contrat spécifique pour les jeunes, un nouveau contrat-ghetto. Les jeunes sont les premières victimes des différents aspects de la précarité. C'est par une approche novatrice d'ensemble que l'on peut réellement répondre aux besoins et attentes des jeunes. Et toute la société en tirerait bénéfice. J'ai pu personnellement vérifier au cours d'échanges récents que les organisations de la jeunesse et de l'éducation populaire font le même diagnostic.

Raison de plus pour porter avec détermination et confiance nos propositions: un contrat à durée indéterminée s'insérant dans un dispositif combinant emploi et formation, un plan pluriannuel, avec des objectifs contraignants, de conversion de tous les emplois précaires en emplois stables et correctement rémunérés, la lutte contre les abus du recours à l'intérim et aux CDD avec dans l'immédiat une taxation dissuasive du recours au travail précaire, la rupture avec les politiques de baisse des cotisations sociales patronales et une autre utilisation de l'argent qu'absorbent ces baisses, soit plus de 20 milliards d'euros par an aujourd'hui. Il est possible de mobiliser cet argent pour une politique de crédit aux entreprises orientant leurs choix de gestion vers la création d'emplois et un effort substantiel de formation. Je ne fais là que résumer les principales propositions que nous portons pour construire une vraie alternative au CPE. Pour chacune d'entre elles, nous n'avons pas esquivé la question des pouvoirs nécessaires à leur mise en œuvre.

Il en est de même sur la question de l'autonomie des jeunes. Nous proposons que notre pays s'engage dans une réelle priorité en faveur de la jeunesse. Nous versons au débat six engagements: renforcer le droit à une formation initiale et continue, développer l'exercice de la citoyenneté, accompagner l'insertion professionnelle vers un emploi durable, faciliter l'accès à la culture, aux sports, aux loisirs, assurer l'accès au logement et aux transports, mettre en place des mesures sociales accompa-

gnant cette autonomie. Et là, je renvoie à notre projet de proposition de loi d'orientation que nous mettons en débat.

"Une chaîne humaine pour l'emploi": comment avancer à partir du mouvement anti-CPE?

Au fil des journées d'actions pour le retrait du CPE montent les enjeux de contenu et les moyens d'une prise en main par les jeunes, les salariés et les citoyens eux-mêmes. Au Congrès, nous avons décidé d'impulser une grande initiative nationale: "une chaîne humaine pour l'emploi, capable d'agir et de faire grandir les alternatives, de rassembler élus, syndicalistes". Nous voulons faire se rencontrer salariés et syndicats, associations de chômeurs et précaires, militantes et militants, organisations sociales et politiques, associations citoyennes, élus pour exiger des entreprises, des banques et des pouvoirs publics la réalisation d'objectifs sociaux de sécurisation. Et cela en débattant des moyens financiers et des pouvoirs nécessaires. Tout ceci pouvant converger, quand les conditions seront réalisées, vers des assises régionales donnant un nouvel élan au mouvement. Il s'agit pour nous sur cette question vitale de travailler à ce que prenne corps l'union populaire dont notre pays a besoin.

Il ne vous a pas échappé que c'est un peu la course à l'échafaud sur le thème de la sécurisation des parcours de vie avec une droite qui fait assaut de démagogie en dévoyant les aspirations à la sécurisation pour mieux imposer un contrat de travail unique de précarisation. Il y a une réelle course de vitesse sur ces enjeux qui seront très certainement au cœur des prochaines échéances électorales. Le temps nous est donc compté. Le débat que nous aurons en début d'après-midi sur cette question doit dès lors être utile pour aider le travail du Parti dans les fédérations et les régions.

Où en sommes-nous?

Sur ces enjeux de l'emploi comme pour d'autres questions, la crédibilité de contenus réellement transformateurs, de réponses efficaces aux exigences au cœur du mouvement pour le retrait du CPE suppose d'aborder franchement la question des conditions politiques de leur réalisation.

Le mouvement actuel confirme l'ampleur du rassemblement possible pour aboutir à une vraie alternative politique pour changer la vie. On mesure bien les potentialités qui émergent. On sent bien que peu à peu tout cela se précise. Permettez-moi de faire écho aux propos, relayés dans la presse, d'une manifestante dans les rues de Bayonne mardi dernier: "Il faut que la gauche se rassemble et ce coup-ci elle n'a pas le droit à l'erreur." Qui, au cours des derniers jours, des dernières semaines n'a pas entendu ce jugement de bon sens? N'a pas été en contact avec l'expression de cette double exigence où se mêlent à la fois la dureté de la vie d'aujourd'hui, l'urgence que cela cesse, et le souvenir que la gauche a terriblement déçu celles et ceux qui lui avaient fait confiance? Il y a à la fois la demande très forte que la gauche se rassemble et l'aspiration majoritaire à de vrais changements.

Voyons très précisément où nous en sommes, ce qu'appelle la période actuelle, pour donner force politique à une aspiration clairement antilibérale qui est majoritaire parmi les femmes et les hommes de gauche. Maintenant il ne faut pas perdre de temps et concrétiser. La proposition politique formulée à l'issue de notre Congrès par nos décisions stratégiques et l'appel de Marie-George au peuple, permet de répondre à ce qu'attendent des millions de citoyennes et citoyens. Elle pourrait faire de nouveau se lever, et dans un contexte beaucoup plus favorable aujourd'hui, le souffle politique du 29 mai. Un souffle populaire, unitaire, antilibéral et majoritaire.

Dans la construction de cette dynamique populaire des questions se posent. À nous de le traiter au fur et à mesure qu'on les rencontre. Ce qui est attendu du Parti communiste, c'est de tout faire, de n'épargner aucun effort, pour y arriver.

À cette fin, j'aimerais ici aborder très rapidement - quitte à prendre le risque d'une formulation un peu expéditive - deux questions qui font débat: celle de la dimension politique du mouvement antilibéral et celle d'une participation à un gouvernement. Comme vous le voyez, je vais directement au plus simple...

Sur le premier point, certains évoquent un sentiment de méfiance au sein du mouvement antilibéral envers la politique et plus précisément en direction des partis politiques. D'où l'idée, que l'on peut entendre ici ou là, qu'une candidature à la présidentielle ne pourrait être une candidature issue d'une organisation politique. Répondons à cette préoccupation. On le perçoit bien dans le rapport du mouvement actuel à la politique, il n'y a pas de rejet mais au contraire un appel, une interpellation de la politique et des partis politiques. Le rassemblement que nous visons est par nature un rassemblement politique. L'union populaire pour changer la vie à laquelle nous voulons contribuer rassemble les femmes, les hommes, les forces organisées, sociales et politiques, intéres-

sés à la réalisation de cet objectif. Comment pourrait-on concevoir un tel rassemblement par la mise hors-jeu des partis politiques? Nous pensons bien au contraire qu'ils sont indispensables à ce processus.

Quant à la participation et à l'exercice du pouvoir, nous voulons le changement. Notre ambition n'est pas celle de candidatures de témoignage. On veut changer la donne, le faire dès 2007-2008, et ne pas renvoyer à je ne sais quand la possibilité d'en finir avec la droite avec une gauche qui réussisse. Nous ne voulons pas seulement peser sur un pouvoir pour simplement en infléchir un peu à gauche l'orientation, nous voulons créer les conditions d'un vrai changement pour la réalisation d'une politique antilibérale. Pour sa part, le Parti communiste considère qu'il se doit de participer à un lieu de pouvoir dès lors que c'est un moyen de favoriser l'intervention populaire et non de s'y substituer, et à partir d'engagements clairs pour une vraie politique de gauche en rupture avec les choix libéraux.

Tout au long de son histoire, le Parti communiste a travaillé au rassemblement populaire. C'est son identité. C'est pour cela que nous sommes une force politique nationale qui compte, pour cela que nous mettons en débat notre conviction qu'une candidature communiste à l'élection présidentielle sera la plus efficace pour porter ce rassemblement.

À partir de novembre prochain, la campagne entrera dans sa phase active. Le paysage se fixera très certainement dès la rentrée de septembre-octobre, c'est donc dans les trois prochains mois, en avril, mai et juin que les choses vont se décider. L'offre politique que nous avançons ne s'imposera pas d'elle-même comme une évidence. Je ne vous apprendrais rien en précisant que d'autres scénarios que la dynamique populaire que nous proposons se développent à gauche. Il nous faut donc accomplir un effort très conséquent avec en avril, mai et juin un engagement militant décisif pour l'alternative.

Avril, mai, juin: trois mois d'engagement décisif pour l'alternative

La question centrale est celle posée par Marie-George dans l'appel lancé à l'issue du 33^e Congrès. "La question de 2007 n'est pas de savoir comment se dénoueront les chocs des ego présidentiels, mais plutôt: sera-t-il possible, cette fois-ci, d'élire une politique qui change vraiment la vie? Y aura-t-il un moyen pour vous d'exprimer vraiment votre voix. Y aura-t-il un moyen de se rassembler majoritairement sur un projet vraiment courageux"?

Le mouvement pour l'abrogation du CPE a ouvert une situation tant inédite que favorable pour que se développe le débat sur cette question à l'échelle du pays. Et il va connaître d'importants développements à partir de plusieurs initiatives nationales de confrontations publiques à gauche. D'autres terrains d'actions sont programmés: faire respecter le verdict des urnes contre le traité constitutionnel européen, réussir les troisièmes états généraux de l'habitat en vue de faire grandir la construction d'un grand service public national de l'habitat, construire un vrai projet d'avenir pour l'école lors de la rencontre nationale le 2 mai à Nanterre, soutenir les initiatives en faveur du droit de vote pour les résidents étrangers comme les référendums engagés sur cette question dans plusieurs villes à direction communiste, organiser le 3 mai une grande journée nationale de diffusion de nos propositions pour une appropriation populaire des médias et pour le pluralisme aux portes de tous les grands médias de France.

Quelques mots sur les rencontres publiques nationales et départementales organisées par les formations de gauche qui font suite à la réunion des partis de gauche qui s'est tenue le 8 février. Inutile ici de revenir sur le relevé de décisions qui allait dans le sens de ce que nous voulions, à savoir "une mobilisation unitaire contre la politique de l'emploi et le CPE" et l'organisation "d'un débat avec les citoyennes et les citoyens sous formes de rencontres publiques sur l'ensemble des propositions alternatives pour 2007". La préparation et la tenue de ces rencontres départementales doivent à l'évidence retenir toute notre attention. Leur annonce et leur organisation en commun par toutes les formations politiques de gauche présentes dans un département vont créer les conditions d'une participation large des femmes et des hommes qui se reconnaissent dans un de ces partis ou tout simplement qui attendent de la gauche. Ces rencontres peuvent être une occasion qui ne s'est pas présentée jusqu'ici d'une information et d'une confrontation directes, entre ces femmes et ces hommes et avec les partis, à partir des termes réels du débat sur l'alternative. Plusieurs fédérations ont d'ores et déjà pris des contacts, les premiers débats se tiendront dans les prochaines semaines. Prenons partout l'initiative d'inviter les partis de gauche à se rencontrer pour décider en avril, mai ou en juin et rendons cette décision publique.

Les arguments de l'appel de Marie-George Buffet à construire un grand rassemblement populaire doivent être totalement présents dans nos interventions lors des rencontres publiques nationales et départementales organisées par les formations de

gauche et dans les forums des collectifs du 29 mai. Ces collectifs sont actuellement engagés dans l'élaboration d'une Charte antilibérale, qui sera adoptée lors d'Assises nationales le samedi 13 mai. L'ambition de cette charte est de définir, en lien avec les exigences portées par les luttes, les grands axes, en termes de contenu, d'une alternative antilibérale. L'apport des militantes et militants communistes, avec le programme et les propositions politiques de notre congrès, est évidemment indispensable à ces réunions et à ces assises du 13 mai.

Notre congrès a décidé d'engager "une véritable campagne publique et populaire sur l'ensemble de notre démarche et les propositions qu'elle met en débat", de les verser "au débat public et citoyen dans les initiatives publiques afin que toutes celles et tous ceux qui veulent un vrai changement s'en emparent". Nous donnons rendez-vous le 29 mai prochain pour faire le bilan et voir comment pousser plus en avant.

Porter l'appel, le faire connaître, le mettre en débat, le valoriser, élargir le nombre de celles et ceux qui s'en empare et le diffuse à leur tour, cela implique de démultiplier cet

effort de dialogue et de conviction en direction de toutes les forces à qui s'adresse l'appel.

Cela demande, dès les prochains jours, des dispositions de travail précises, avec une forte implication des dirigeants nationaux, en lien aux sections, aux fédérations.

Cette campagne sera appuyée par une affiche et un tract comportant l'appel issu du Congrès. Elle sera impulsée par des journées d'initiatives partout dans le pays. Elles sont dès maintenant à construire et à organiser avec la participation des membres de notre direction, des parlementaires, des élus. Avec l'apport et l'engagement du plus grand nombre de camarades à partir de leur lieu de militantisme. Des journées pouvant s'articuler autour d'actions en direction des lieux de travail ou des bassins d'emploi, avec des échanges avec les organisations syndicales, avec des points de rencontres dans les quartiers populaires et des échanges avec le milieu associatif local, des personnalités des milieux intellectuels et de la culture, avec de grands forums publics. *L'Huma* de ce jour donne à voir ce qui a été réalisé à Paris avec Marie-George. D'autres journées sont

d'ores et déjà programmées, dans les Bouches-du-Rhône, dans le Nord ou encore le Rhône.

Voilà la feuille de route que nous pourrions décider ensemble pour les mois à venir. Un collectif national d'animation et d'organisation de l'ensemble de ces initiatives, composé de responsables nationaux et de secrétaires départementaux, sera mis en place dans les prochains jours.

Chers camarades, la gauche est face à une responsabilité historique. Ce dont sera capable le Parti communiste au cours de la toute prochaine période sera déterminant. Nous sommes en mesure de réaliser une campagne et un succès partagé. Avec la force que représente notre collectif militant, avec nos élus et la jeunesse communiste, avec notre enracinement populaire, avec tout ce dont on a été capable au cours de la dernière période. En m'inspirant de la formule de Pierre Laurent dans l'édition de *L'Humanité Dimanche* de cette semaine, oui, en effet, on a "une énorme appétit d'avenir". ■

La discussion

Pierre Zarka • Seine-Saint-Denis

Nous vivons une crise politique et institutionnelle exceptionnelle. Le PS tente de se présenter comme une alternative naturelle, même par défaut. Nous dissociions trop nos interventions sur le CPE et sur les échéances électorales. Il est nécessaire de mieux faire partir la construction politique et notre rendez-vous du 29 mai du mouvement et que ce dernier soit le fait d'autres forces. En ce qui concerne le CPE, les seuls actes unitaires se font avec le PS. Il en faut. Mais de ne pas en faire avec les forces anti-libérales, affadit les actes unitaires: la pétition de gauche qui circule, du fait du PS, n'aborde ni toute la loi, ni le CNE, ce qui est en deçà du mouvement.

Roger Martelli • Val-de-Marne

La réponse à la crise doit être à la fois concrète (le retrait) et globale. Cette réponse est d'abord politique: pour que la sécurisation s'impose, la gauche doit rompre avec les choix libéraux de la droite, mais aussi avec les choix sociaux-libéraux des gouvernements de gauche passés. La réponse doit avoir aussi un volet institutionnel: les institutions actuelles minent la démocratie. Elles deviennent illégitimes. Il ne suffit pas de changer d'équipe mais de régime. Changer de constitution; plus: entrer dans une nouvelle phase de l'histoire démocratique.

Denis Cohen • Seine-Saint-Denis

Le mouvement pour le retrait du CPE ouvre une période politique nouvelle. Nous ne sommes plus dans l'après 29 mai. Des hommes, des femmes des organisations qui avaient appelé à voter OUI au référendum manifestent avec nous. Dans cette période nous pourrions prendre une initiative politique forte en appelant l'ensemble des forces politiques de gauche à se mettre à disposition des organisations syndicales pour construire à partir des revendications qu'elles portent un projet de loi alternatif. Cela contribuerait à déjouer le scandale que représente la négociation avec un parti de la majorité l'UMP et redonner ses lettres de noblesse à la politique.

Patrice Bessac • Paris

La crise du CPE est aussi démocratique. Quelques-uns décident pour

des millions. Une majorité parlementaire élue avec moins de 20 % des voix. La V^e République est à bout de souffle. Nous avons fait de la démocratisation de nos institutions un des piliers de la réussite du changement. Il faut en tirer les conséquences et dans nos tracts, dans notre communication, parler de la VI^e République. Sur notre proposition politique, prenons conscience que nos travaux de Congrès, c'est quelques secondes sur TF1. Nous avons besoin d'une grande mobilisation autour de l'appel de Marie-George Buffet mais aussi de comptes rendus de Congrès (programme et démarche politique) auprès des responsables syndicaux, des associations.

Jean-Marc Coppola • B.-du-Rhône

Une vraie alternative est possible. Faire vivre de manière indissociable « Battre la droite » pour ne laisser aucune marge à une réponse de sécurisation morale et conservatrice, et « réussir à gauche » pour apporter des réponses à la hauteur des attentes: une démocratie moderne pour une société solidaire et juste. Travaillons la crédibilité de nos propositions en prenant en compte l'aspiration à bouger en toute sécurité. Parlons d'une sécurité sociale de l'emploi qui s'appuie sur une mobilité positive et choisie avec un statut qui garantisse continuité, reconnaissance et rémunération. Ca existe dans des entreprises nationalisées (ex: SNCF), faisons-le à l'échelle de la société.

Sylvian Chicotte • Seine-Maritime

800000 licenciements par an dont seulement 40000 aboutissent à des dommages et intérêts. Le Medef ment quand il dit qu'il est difficile et risqué de licencier. Le CDI actuel est très précaire à cause du chômage. Il faut aller au-delà de l'abrogation du CPE et faire connaître notre programme pour éradiquer le chômage et la précarité. Diffusons massivement une plaquette exposant « le plan des communistes pour l'emploi et la formation ». Reprenons ces propositions dans une proposition de loi et dans une bataille d'amendements quand le CPE va revenir à l'Assemblée nationale.

Michèle Gruner • Vosges

6000 vosgiennes et vosgiens mani-

festent à Poncelet, c'est le résultat d'un mal vivre. Nous expliquons la belle idée communiste d'une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie. Nous leur expliquons que la BCE n'est pas orientée pour encourager les investissements les plus créateurs d'emplois et qu'il faut pénaliser les placements financiers. Quand chez SEB nous expliquons que ce ne sont pas les chinois qui leur prennent leur travail mais que les actionnaires ont les dents longues, c'est le fil rouge des communistes vosgiens. Ils reprennent la belle et forte idée d'un rassemblement populaire à construire dans les mois qui viennent.

Philippe Stierlin • Paris

Il y a une politisation d'une frange importante de la population et des jeunes qui refusent la précarisation de toute la société et pas seulement le CPE. En même temps il y a un risque important pour le PCF de surestimer l'articulation entre ce mouvement et les perspectives politiques (dont l'échéance électorale) et de sous-estimer la nouveauté de ce mouvement; qui sort des schémas traditionnels de lutte, bouscule les institutions radicalement, fait peur aux forces libérales et social-libérales se poursuit et s'amplifie même quand la loi est votée promulguée.

Jean-Marc Durand • Drôme

Le mouvement anti-CPE entre dans une nouvelle phase. Il doit faire face à des tentatives de division du mouvement syndical, à une période de congé scolaire, à une droite qui est prête à tout pour sauver son CPE. Dans le paysage politique, le PS, malgré son effet d'annonce avec son projet de retrait du CPE et du CNE, reste dans la logique des choix libéraux actuels. Communistes, nous avons un travail important à fournir en 3 directions: 1) Montrer le lien entre CPE et le processus de précarisation en route depuis 20 ans; 2) développer nos liens avec les jeunes, avec les organisations syndicales et les associations; 3) affirmer notre apport spécifique en terme de contenu politique et d'action.

Annie Mazet • Drôme

Nous avons dégagé plusieurs axes d'actions, lors de notre congrès, rapidement, créons des outils pour aider à un rassemblement populaire, à partir de nos propositions alternatives. Travaillons sur des questions précises à poser à toutes les organisations de gauche.

« Sécuriser l'emploi »: à partir de quels faits de vie?; quelles différences d'options politiques dans nos confrontations avec les autres partis de gauche? Il y a urgence, sans « blabla », sans phrases toutes faites, à créer des contenus et des perspectives politiques en lien avec la vie quotidienne.

André Gérin • Rhône

Monter le ton, porter l'identité communiste car, le changement de société frappe à la porte, une jeunesse en lutte contre le CPE, une jeunesse en rage en novembre qui est abandonnée, ne ratons pas ce rendez-vous avec les jeunes, comme celui des années 80 - la gauche est atone, le mouvement social se heurte à la stratégie de Lisbonne. Cogner contre la férocité de la politique du gouvernement, ébranler l'Europe capitaliste. Porter le choc des idées et propositions communistes. Prendre de front la politique de classe de la droite. Sortons de la confusion sur les candidatures unitaires, elles constituent une impasse. L'apport du PCF est capital pour reconstruire l'espoir et élargir le mouvement social.

Bernard Calabuig • Val-d'Oise

Il faut faire plus fort sur l'exigence de l'abrogation de la loi dite « d'égalité des chances ». Pas seulement le CPE. Il faut mettre en cohérence la proposition de sécurité emploi formation avec l'école de l'égalité, de la justice et de la réussite. Il n'y a pas de formation tout au long de la vie, sans un haut niveau de formation initiale. Il faut s'opposer avec plus de détermination à la casse du service public d'éducation et ouvrir le chantier de sa transformation progressiste. C'est le sens de la rencontre publique du 2 mai.

Stéphane Auriol • Paris

Les statuts du public constituent une référence, à l'opposé de la précarité. L'abrogation du CPE et CNE va de pair à la RATP avec l'abrogation des décrets du 26 décembre 2005, remettant en cause nos retraites. La casse de notre statut est au centre du processus de privatisation comme à EDF-GDF, La Poste, la Banque de France, la SNCF. L'alternance vécue à la RATP: la Région a pris le contrôle du STIF. Le président PS anticipe le règlement européen au lieu de le combattre, il réclame la dépossession du patrimoine RATP pour organiser la mise en concurrence des lignes et dépôts. Commu-

nistes du collectif RATP bus, nous voulons établir les convergences de lutte pour gagner sans attendre. C'est dans les luttes, pas dans les calculs pour 2007 que se trouve la perspective politique.

Marie-Françoise Palloix • B.-du-R.

Deux réflexions ou deux axes à dégager par rapport à ce grand mouvement qu'est le CPE. 1) Investir les quartiers populaires. Aller là où les jeunes des cités sont. Celles et ceux en première ligne et les plus fragiles à accepter le CPE et qui ont leur avenir bouché et leur présent fait de galères, de petits boulots et de vie indigne à notre époque. 2) Ne pas mettre de côté ce qui se passe parallèlement au CPE: l'offensive de démantèlement des services publics et de la fonction publique. Suppression massive par milliers d'emplois, de privatisations et d'abandon de mission de services publics. Même les fonctions régaliennes telles que la collecte de l'impôt.

Claude Fainzang • Paris

« Battre la droite, réussir à gauche » nourrit les illusions sur la gauche d'alternance, enferme la perspective politique portée par les luttes. Il y a continuité entre « gauche plurielle » et gouvernement actuel: intégration dans l'UE du capital, privatisation, baisse du coût du travail. Le PS reste social-libéral, S. Royal loue Blair, Hollande veut baisser le « coût » du CDI. Et leur OUI du 29 mai! Les militants de la CNL du 94 se battent contre le déconventionnement de millions de logements SCIC; Icade; en 2000, la « gauche plurielle » faisait de même à Sarcelles et à Boulogne. L'urgence: rupture avec la politique précédente, débouché politique aux luttes, surtout pas de réactualisation de la « gauche plurielle ».

Jean-Michel Ruiz • Val-d'Oise

Notre fédération est à l'origine d'un appel de 250 Val-d'Oisiens contre le CPE. La proposition faite d'engager publiquement le débat sur les perspectives s'est traduite par un meeting unitaire à Argenteuil qui a réuni 400 personnes. L'échange direct avec les citoyens a été vif et le PS a été rejeté car il n'a fait aucune proposition. Toute la gauche était présente. L'appel au rassemblement antilibéral offre un objectif ambitieux à la gauche et doit être diffusé massivement. Dans ce cadre, nous organisons une journée de 30 initiatives le 27 avril.

Chantal Delmas • Val-d'Oise

1) La candidature d'un parti pour le rassemblement antilibéral. Nous devons pour l'instant être les meilleurs animateurs du processus de construction de ce rassemblement. Cela peut aboutir au choix d'une candidature communiste. 2) Participation gouvernementale ou pas: participation oui, mais sur quelle base? Si nous construisons le rassemblement antilibéral, ce sera à ce rassemblement de décider de sa participation ou pas. 3) Su le CPE et l'alternative, il y a d'un côté le PS qui parle de la présidentielle sans contenu, de l'autre la LCR qui ne parle que des luttes. Ne doit-on pas construire le rassemblement dans les luttes et au-delà et ne pas éluder les échéances électorales dans ce processus?

Mamadou Moustapha Gueye • Paris

Le mouvement anti-CPE, anti-CNE, s'inscrit dans la durée, sous des formes, peut-être non déterminées pour l'avenir. Mais en même temps qu'il intègre des aspects conjoncturels, notamment l'emploi, l'éducation, y compris l'éducation populaire, il cherche à subvertir l'espace public, il organise des contre-pouvoirs, met à nu les limites de notre démocratie. Notre parti peut et doit aider à enraciner ce mouvement dans la société. Ce choix, les données nouvelles peuvent même faire bouger le rapport de force à gauche.

Janine Decriaud • Rhône

À l'université, 2 débats à l'initiative de nos jeunes adhérents. Le dernier mercredi, 100 personnes avec Ch. Puthod, élue régionale chargée de l'emploi et R. Thaller, économiste: abrogation de la loi Égalité des chances et débat sur propositions alternatives. Joie des manifestants de voir venir à eux les élus communistes ceints de leur écharpe avec propositions et adhésions. Je confirme: pas rejet des

partis politiques mais demande et soif de débattre sur un autre projet. Jeunes adhérents immédiatement dans action/construction/perspective. Travaillons au contenu d'un service public petite enfance.

Stéphane Bonnéry • Val-de-Marne
Mobilisation anti-CPE = intérêt pour la politique. Mais voir aussi les risques de résignation et vote utile si pas de perspective. Génération se construit des repères politiques durables: saisir vite l'occasion que le CPE s'adresse aux jeunes et salariés. Volontarisme sur l'adhésion: oui mais y mettre un contenu. Pourquoi adhérer au PCF parmi l'offre politique? L'antilibéralisme de principe ne suffit pas. Communisme = proposition + visée pour transformer la société. Le Parti peut organiser des rencontres jeunes/salariés/quartiers populaires. Aller au combat idéologique: le Medef pousse sur « flexibilité » pour dévoyer l'envie de parcours choisis et sécurisés.

Catherine Mills • Paris

Passer de la lutte contre le CPE à l'avancée de propositions alternatives pour aider à faire gagner le mouvement. Sécurisation à précarisation. Nous avons de l'avance. Le Parti doit être plus visible. Or, le PS surfe sur ce mouvement, alors qu'il avance exonérations des cotisations patronales et baisse du coût du travail. Ne veut pas s'attaquer au capital, ni au crédit, ni à la BCE. Grandes initiatives concrètes de présence des communistes avec des propositions à soumettre au débat: dans chaque lycée, chaque université, chaque région. Vers des assises régionales avec tous les acteurs contre la précarité, pour la sécurisation. Besoin initiative forte du groupe communiste, aider aux propositions alternatives pour rencontrer les jeunes, les syndicats. La candidature communiste, la meilleure possible, cela se construit dès maintenant, dans l'articulation luttes,

propositions alternatives sur la question de la sécurisation.

Emmanuel Dang Tran • Paris

Une demi-victoire sur le CPE serait une défaite. Convergences essentielles: contre le CNE auquel s'accroche le Medef. Avec la défense des services publics, point d'appui primordial contre la précarité de l'emploi et de la vie. Ex: la logique privée de la Banque postale nourrit l'exclusion. La bataille contre la privatisation de GDF doit être prioritaire. Le CPE correspond à la « concurrence libre et non faussée » du TCE. Des forces du OUI, le PS, la CES qui défend Bolkestein amendé, tentent une OPA sur le mouvement. Crainte qu'on réserve la constitution européenne avec l'alternance. Une « autre » constitution est impossible! Dans la suite du 29 mai, dans l'intérêt de tous les peuples, résistons et gagnons en France contre le CPE et le CNE.

Cédric Clérin • Yvelines

Plus que repolitisation de la jeunesse, parlons plutôt d'aboutissement d'une jeunesse en lutte régulièrement depuis 2002. Le débat dans le mouvement dépasse le CPE, c'est la précarité dans son ensemble et le libéralisme qui sont en accusation. Nous avons affaire à une nouvelle génération moins marquée par le contexte de la chute du mur. La seule réponse du gouvernement est la répression. Rôle essentiel des communistes dans l'ouverture de perspectives. La JC, seule organisation à porter l'alternative. Le reste de la gauche freine. Mouvement, point appui pour élargir la conscience chez tous ceux qui sont tentés par les réponses populistes.

Colette Tignères • Pyr.-Orientales

Il ne s'agit pas de « nettoyer » le rassemblement avant de le construire. C'est l'adhésion aux contenus antilibéraux qui doit nous guider. Il y a une situation nouvelle à la frontière

avec l'Espagne. En février, la participation des Espagnols contre Bolkestein avait été faible. Mardi 4, une délégation très nombreuse manifestait à nos côtés dénonçant la volonté de nivellement par le bas des acquis sociaux dans l'Europe capitaliste. La convergence des analyses et luttes en Europe peut rendre crédible l'idée d'un rassemblement et de solidarités plus larges porteurs d'issues. C'est cela qui rend Villepin aussi inflexible.

Marie-George Buffet

Le mouvement anti-CPE porte le refus de la précarité, ressentie sous toutes ses formes par les hommes et les femmes: protection sociale, retraites, chômage, contrats de travail... Mais il porte au-delà. Il manifeste un attachement à la notion de droit, d'intérêt général, de bien commun, de garanties collectives... Malgré une bataille idéologique acharnée, malgré la déception provoquée par la gauche au pouvoir. Les tenants de l'ordre libéral n'ont pas réussi à faire passer l'idée selon laquelle la précarité, la casse des acquis seraient le passage obligé de la modernité. Ce mouvement est source de rassemblement et d'unité. Cela montre l'ampleur des possibles. Le représentant de la CES, je me félicite de sa présence dans la manif. C'est un signe pour les salariés allemands ou suédois à qui on veut faire avaler un CPE bis. La force de ce mouvement provoque un aiguissement de la crise politique et institutionnelle. Ce gouffre dont nous parlons entre les aspirations et les politiques libérales devient béant. Mais attention, nous voulons le retrait du CPE. Cet objectif est encore devant nous. Ne laissons pas échapper ni la victoire sur ce point, ni le moment fort de cette victoire. Voyons bien ce qu'elle peut représenter. J'entends que s'expriment ici ou là des velléités de surenchère. Mais les banderoles que je vois, encore ces jours-ci, c'est « retrait du CPE ». Mais bien évidemment, ne

nous privons pas d'élargir en donnant à voir nos propositions alternatives. Dans la jeunesse, nous avons déjà senti cette soif de politique, à travers le référendum. Nous devons nous mettre en route sur cette grande loi pour la jeunesse. Nos parlementaires sont au travail et mardi, les deux groupes parlementaires recevront les organisations syndicales, les organisations lycéennes et étudiantes. Entre mouvement social et perspective politique, il n'y a rien de spontané, c'est vrai. Mais quel appel lancé à débattre de perspective politique. J'étais hier, toute la journée en initiative à Paris. Dans un hôpital, nous avons rencontré des jeunes infirmières avec qui nous avons eu un formidable débat, assez long, sur les propositions alternatives à mettre en œuvre. J'ai exposé notre proposition politique, et cela intéresse. Nombreux sont celles et ceux qui m'interpellent sur ce qui va se passer à gauche. La préoccupation porte à la fois sur le rassemblement et sur les contenus de la politique. Aussi, j'ai proposé que notre matériel comprenne à la fois l'appel et les propositions concrètes que nous faisons. Hier, nous avons eu ce même débat avec les hommes et des femmes du monde de la culture. Nous sommes la seule force à gauche qui fait le lien entre la démarche politique et les propositions. Et qui met ses propositions en débat. Je voudrais insister sur le fait que notre proposition politique, dans ce contexte, n'apparaît pas déplacée par rapport aux luttes. N'ayons pas peur, ne soyons pas gênés. Les gens attendent nos propositions politiques. Si on arrive à créer une dynamique autour de l'idée qu'elles représentent le bon sens, à montrer que le PCF fait ce qu'on attend de lui, on peut gagner une appropriation populaire. Multiplions les initiatives dans les entreprises, les quartiers, tenons partout des journées avec nos élu-e-s, nos dirigeant-e-s.

La discussion sur le travail de la direction

Marie-George Buffet présente les propositions pour le futur Comité exécutif national.

La commission s'est réunie deux fois. Nous avons eu un débat intéressant. Tous les avis n'ont pas été convergents, et c'est normal. À partir de ce débat, je vous fais des propositions en mon nom. Nous avons travaillé à partir de l'organigramme des responsabilités à assumer dans notre parti. Dans la liste que je vous propose, il y a 17 secrétaires départementaux, ce qui nous permettra un fort enracinement dans l'activité des communistes. Je vous propose de conserver une organisation en pôles. Se pose la question du nombre: cette liste contient 50 camarades. Je pense que nous pouvons avoir un fonctionnement efficace, avec un travail des pôles permettant de préparer le travail de l'exécutif. L'éventualité d'une coordination a

été posée. Elle peut apparaître nécessaire, à condition de ne pas modifier les lieux de décision. Le CN est le lieu de décision, le CEN un lieu de mise en œuvre de ces décisions. La coordination doit donc se faire à partir des pôles. Il est sûr que notre CN gagnerait en efficacité s'il multipliait les débats sur de grandes questions pour établir clairement nos positionnements, en travaillant également à l'élaboration de grandes initiatives. À partir de là, le CEN doit suivre l'actualité de très près, être réactif, examiner le travail et les propositions des pôles; c'est un lieu de conception d'initiatives et d'animation quotidienne de la vie du parti. Le CN et le CEN sont responsables de deux choses essentielles: contribuer à la montée des résistances à la politique de la droite et aux logiques capitalistes et construire le rassemblement à gauche sur une alternative antilibérale, avec en point de mire les échéances de 2007.

Le débat s'engage**Fernanda Marrucchelli • Paris**

Je vois que je suis proposée comme adjointe sur la question des migrations. Je refuse. Je n'ai aucune acrimonie vis-à-vis de Sophie Celton, ni envie de promotion personnelle. Pendant des années je me suis investie pour faire avancer ces questions dans le Parti et créer des interlocuteurs dans le mouvement social des droits des migrants pour l'égalité des droits. Cette nouvelle situation ne crée pas les meilleures conditions pour travailler dans la continuité. De plus je ne peux pas m'empêcher de penser que c'est un manque de reconnaissance du travail effectué et aussi de légitimité personnelle.

Louis Mazuy • Nord

Je suis disponible pour contribuer à l'animation « Activité du parti sur les lieux de travail », dans le prolongement du rôle que j'ai été amené à jouer pour faire tenir l'assemblée du 21 octobre 2005, avec 160 camarades du monde de travail. Au cours

du précédent mandat, j'ai transmis plusieurs notes sur des enjeux économiques, industriels et sociaux dont une sur délocalisations. Elles n'ont pas été discutées car nos propositions économiques et sociales sont verrouillées en conformité avec une théorie économiste du dépassement. Il y a un problème sur l'état d'esprit avec lequel est animé le pôle correspondant.

Pierre Zarka • Seine-Saint-Denis

Nous avons des outils de production de connaissance de la société et nous les sous-utilisons, ce qui représente un manque à gagner. La question de la composition de l'exécutif; au-delà de son nombre, il s'agit d'un exécutif qui peut se suffire à lui-même et peut se passer du CN. Le lieu de l'élaboration sera les membres de l'exécutif au détriment du CN. Par ailleurs, je trouve bonne l'idée de partager les apparitions dans les médias, mais dans la configuration actuelle, j'aurais préféré que les responsables des dossiers

soient les porte-parole de ces dossiers.

Mamadou Moustapha Gueye • Paris

1) Notre projet de transformation sociale doit partir des réalités c'est la société française, de la diversité politique et ethnique qui doit nous importer. La composition de nos instances dirigeantes fait défaut en cela. 2) Les conditions du développement du réseau « Migrations citoyenneté » ne sont pas réunies à travers ces propositions d'organisation du travail et du CEN, évitons de revenir à un passé lourd qui a entravé ce processus.

Nicolas Marchand • Val-de-Marne

Pour la responsabilité d'adjoint sur les entreprises, je renouvelle la proposition de Pascal Borelly. Jeune retraité de chez Dassault, Pascal a l'expérience de la lutte dans une grande entreprise et il est disponible: il formerait un duo très efficace avec Richard. Pas d'accord sur le nombre

excessif de membres du CEN: ça va à l'encontre de son rôle, qui n'est pas seulement d'exécuter mais aussi de diriger. Il doit être opératif à tout moment. Ça risque de renvoyer la direction effective à un autre niveau. Je propose qu'il soit décidé de faire un bilan assez rapidement.

Jean-Marc Durand • Drôme

À propos de l'organisation du travail du Parti et de ses pôles d'activité, il me semble qu'il y a un manque. Il s'agit, dans le pôle Économie-social et emploi, de la question de la fonction publique qui nécessite d'être prise en compte de façon réelle et spécifique tant elle fait l'objet d'une remise en cause fondamentale (Lolf, projet de la droite) et tant elle est nécessaire à la structuration d'une issue positive pour l'emploi et les missions publiques dans notre pays.

Yves Dimicoli • Paris

P. Borelly, adjoint de R. Sheehan c'est bien: grande expérience du combat syndical et politique à l'entreprise. Un CEN à 50: risque d'un mini-parlement. Être très exigeants vis-à-vis des pôles et, aussi, des réunions du CEN. Elles doivent déboucher sur des décisions pratiques et l'organisation de l'action. Sur le pôle coordonné par A. Obadia, l'emploi et sa liaison à la formation doivent apparaître; ajouter à « Économie, social, les finances » dont je m'occuperai. Le réseau d'action pour la sécurisation de l'emploi (RAPSE) doit être

dans l'organigramme ainsi que son principal animateur, Alain Morin.

Catherine Mills • Paris

Merci aux camarades qui m'ont fait confiance et m'ont proposé pour le CEN pour le secteur Protection sociale, je souhaite travailler en coopération avec Isabelle Lorand dans le secteur Santé et articuler mon travail avec la commission Emploi, économie, notamment sur les questions du financement. Tous les membres du CN compétents sur les questions de santé et protection sociale, en veillant à la diversité régionale, devraient être impliqués. Une coordination avec les autres secteurs (famille, retraite...) est indispensable. Le Comité exécutif devrait contribuer à la mise en œuvre des décisions du CN, le grand nombre peut être un obstacle.

Joëlle Greder • Tarn-et-Garonne

Le Conseil national a la responsabilité de mettre en œuvre les décisions du Congrès. Nous devons y travailler collectivement. L'implication de chaque membre du CN est indispensable. Dans l'élaboration en participant aux travaux des commissions. (Les responsables devront favoriser la participation du plus grand nombre). Dans la mise en œuvre en s'investissant personnellement dans la concrétisation des décisions prises. Les débats du CN devront permettre l'élaboration collective à partir de l'implication de chacun. Si ces conditions sont

réunies le CN sera alors réellement en responsabilité nationale. Je veillerai à ce que chacun d'entre vous puisse exercer pleinement sa responsabilité nationale.

Gilles Garnier • Seine-Saint-Denis

Je propose qu'apparaissent dans l'organigramme, les questions de l'enfance. Que ce soit adossé à un dossier famille ou ailleurs.

Michel Laurent • Seine-Saint-Denis

Associer un maximum de membres du CN, de communistes aux travaux de commissions organisés en lien à la fois avec le CN et le travail du CEN peut permettre un travail plus efficace qui allie élaboration et mise en œuvre, pensée et action. La fonction nouvellement créée de porte-parole peut nous permettre d'organiser de façon plus combative nos rapports aux médias. Concernant le métissage, nous avons progressé au cours du dernier congrès. Continuons. Rajoutons dans l'organigramme les médias dans culture et faisons apparaître *Communistes* dans Information des communistes.

Philippe Stierlin • Paris

Le CN doit être conçu dans une double fonction: lisibilité vis-à-vis des communistes et de la société et il y a progrès sur ce point; organigramme réalisé pour transformer la société et on peut rester sur sa faim: la laïcité est absente; la question de l'énergie est éclatée; les DOM TOM sont traités en terme de statut et non de décolonisation; l'écologie et sur-

tout les enjeux environnementaux et sociétaux sont noyés; le Comité exécutif, lui, est pléthorique; sorte de mini-CN de 50 personnes; il rappelle le fonctionnement entre un Parlement et un gouvernement avec le risque du 49.3 qui l'accompagne.

Élisabeth Gauthier • Essonne

Concernant nos activités, il faut aussi souligner le travail que font les communistes avec d'autres pour préparer un premier grand colloque les 19 et 20 mai sur « alternatives, émancipations, communisme au XXI^e siècle ». Responsabilité « migrations »: il importe de poursuivre le travail entrepris depuis des années dans le Parti, mais aussi avec de nombreux partenaires, d'où la nécessité de confirmer le rôle de Fernanda. Dans l'ensemble, je considère que la proposition faite pour le CEN ne correspond pas suffisamment aux exigences du congrès, ne relève pas assez d'une logique de dynamique de travail à construire, mais trop d'une logique d'appareil, ce qui ne manquera pas de poser des problèmes.

Martine Antoine • Val-de-Marne

Interrogation sur les objectifs de composition du CEN plus que sur le nombre. Crainte majeure que ce qui prévaut à sa composition, logique de représentativité et d'appareil, prive de fait le CN de sa fonction de direction. Sentiment d'éclatement du travail collectif plutôt que de recherche de la transversalité indispensable à la

cohérence de nos choix de congrès, par exemple l'éclatement entre « santé » et « protection sociale ».

Philippe Denis • Maine-et-Loire

3 niveaux de débat: 1) L'exécutif: ce n'est pas le nombre qui fait que l'on dirige, c'est une orientation politique. 2) Direction nationale: son organisation doit répondre aux besoins des fédérations, attention aux élections. 3) Le CN: il me semble que c'est à son organisation que l'on doit prêter la plus grande attention. À 252, comment organiser les débats, comment décider, comment valider les décisions? Comment les mettre en œuvre? Présent au CN depuis 2000, je ne me sens pas membre de la direction nationale. Il faut favoriser les interventions des camarades non-membres du CEN et les intégrer dans des commissions nationales.

Denis Cohen • Seine-Saint-Denis

Je pense que nous aurions gagné en efficacité à avoir une évaluation collective du travail du Conseil national comme des commissions afin de nous permettre de corriger les défauts. J'ai une question sur le pôle Villes, territoires et développement durable. Manuela Gomez était coordinatrice. Nous avons commencé à travailler en convergence sur des questions complexes. Je ne comprends pas que Manuela ne soit plus coordinatrice d'autant qu'hormis Nicole Borvo, Manuela était la seule femme coordinatrice.

L'organisation du travail de la direction nationale

Secrétaire nationale

Marie-George Buffet

Présidence du Conseil national

Joëlle Greder

Coordination de l'exécutif et des initiatives

Jean-Louis Le Moing

Vie du Parti

Coordinateur: Michel Laurent

- *Information des communistes:* Brigitte Dionnet
- *Communistes:* Jean-Louis Le Moing
- *Lien avec les fédérations, renforcement:* Denis Rondepierre
- *Lien avec les régions:* François Auguste - Gérard Mazet
- *Réseau des secrétaires de section:* Brigitte Dareau
- *Structuration et activité du Parti sur les lieux de travail:* Richard Sheehan
- *Structuration et activité dans les quartiers populaires et les grandes agglomérations:* Nicolas Marchand
- *Lien avec les élus, élections:* Dominique Grador
- *Valorisation des capacités militantes:* Eric Corbeaux
- *Formation des communistes:* Marie-Pierre Vieu
- *Diffusion de la presse:* Patrice Voir
- *L'Atelier:* Élisabeth Gauthier

Jeunesse. Relations avec le Mouvement jeunes communistes

Olivier Dartigolles

Adjointe: Michèle Guzman

Économie - Social - Emploi

Coordinateur: Alain Obadia

- *Mutation du travail, politique industrielle et des services:* Alain Obadia
- *Économie, social, finances:* Yves Dimicoli
- *Services publics, fonction publique:* Marie-Claire Culié
- *Santé:* Isabelle Lorand
- *Protection sociale:* Catherine Mills
- *Pauvreté, précarité, exclusion:* M. Navarro - M. Zédiri
- *Famille:* Martine Gayraud
- *Retraités:* Claude Pondemer
- *Réseau d'action pour sécuriser l'emploi:* Alain Morin

Relations extérieures

Coordinateur: Jean-François Gau

- Adjointe: Danièle Lebaill-Coquet
- *Vie associative:* Gilles Garnier
- *Rapport aux croyants, laïcité de notre temps:* J.-P. Boré
- *Mémoire:* Henri Malberg

DOM-TOM

Manuela Gomez

Communication - Études - Relations avec les médias

Coordinateur: Patrice Cohen-Seat

- *Communication:* Patrice Cohen-Seat
- *Sites Internet:* Jérôme Relinger
- *Études d'opinion:* Roger Martelli
- *Omos:* Pierre Zarka
- *Archives:* Frédéric Genevée

Porte-parole

Coordinateur: Olivier Dartigolles

Éliane Assassi • Patrice Bessac • Stéphane Coloneaux

Culture, intellectuels, médias

Coordinateur: Francis Parny

- *Culture, création, médias:* Francis Parny
- Adjoint: Marc Brynhole
- *École:* Bernard Calabuig
- *Recherche, enseignement supérieur:* Bernard Calabuig
- Adjoint: Olivier Gebuhrer
- *Formation professionnelle:* Lydie Benoist
- *Éducation populaire:* Robert Ingey
- *Sports:* François Dumon
- *Révolution numérique, société de la connaissance:* Jérôme Relinger

Villes, territoires et développement durable

Coordinateur: Jean-Paul Salon

- *Agriculture, ruralité:* Gérard Lahellec
- *Révolution urbaine, logement:* Bernard Birsinger
- *Aménagement du territoire, écologie, décentralisation:* Alain Hayot
- *Économie sociale et solidaire, commerce équitable:* Sylvie Mayer

Droits de la personne

Coordinatrice: Nicole Borvo

- *Féminisme:* Laurence Cohen • Adjointe: Françoise Decan
- *Discriminations:* R. Sanchez • Adjointe: F. Haloui
- *Migrations:* Sophie Celton • Fernanda Marrucchelli
- *Démocratie, citoyenneté:* Roger Martelli
- *Handicap:* Martine Perez
- *Justice, conditions pénitentiaires:* Catherine Vieu-Charrier • Henri Malberg
- *Droits humains:* Roland Wlos

Relations internationales

Coordinateur: Jacques Fath

- *Relations internationales:* Jacques Fath
- *Mondialisation:* Fabienne Pourre
- *Sécurité, défense nationale:* Vincent Bony

Europe

Coordinateur: Daniel Cirera

- *PGE:* Jean-François Gau - Christine Mendelsohn

Ressources et moyens

Coordinateur: Jean-Charles Nègre

- *Trésorier:* Jean-Louis Frostin
- *Coordination du CEN:* Jean-Louis Le Moing
- *Initiatives au siège du CN:* Gérard Fournier
- *Accueil sécurité:* Jacques Devienne

Autres responsabilités

- *Directeur de l'Humanité:* Patrick Le Hyaric
- *Présidence de la Commission nationale de contrôle financier:* Jean-Marc Coppola
- *Présidence de la Commission nationale des conflits:* Michel Duffour
- *ANECR:* Bernard Birsinger
- *Président groupe Assemblée nationale:* Alain Bocquet
- *Présidente groupe Sénat:* Nicole Borvo
- *Président du GUE:* Francis Wurtz
- *Secrétaire général Mouvement jeunes communistes:* Cédric Clérin
- *Amicale des vétérans:* Louis Baillot

Marie-Jeanne Gobert • Calvados
Pour élire l'exécutif, il manque un document permettant d'évaluer le travail et la composition du sortant: Nombre, qui assumait quoi? Quels secteurs étaient pris en charge? Quels sont les enjeux politiques actuels? Cette absence de document, de réflexion conduit à un exécutif surdimensionné, à l'identique du CN. Les propositions faites révèlent un risque de dilution. C'est un handicap pour l'efficacité, pour le lien avec les fédérations, pour la définition de nos priorités politiques. Les futures échéances électorales et la qualité des campagnes avec nos candidats imposent d'avoir une direction proche des communistes, une direction en phase avec les vraies préoccupations politiques.

Chantal Delmas • Val-d'Oise
Sur les responsabilités à l'exécutif. La notion de compétence n'est pas toujours respectée, par exemple pour migration. D'autre part, sur

le secteur international, si nous voulons avoir une cohérence avec notre stratégie de rassemblement de forces antilibérales sur le plan international, il est important qu'Élisabeth Gauthier, engagée dans les forums sociaux et tout ce qui est construction alternative en Europe, soit investie d'une responsabilité. Accord sur la participation des membres du CN aux commissions comme clé d'un travail fructueux du CN.

Colette Mô • Alpes-Maritimes
Le grand nombre de membres du CEN est à l'image du grand nombre de membres du CN. Comment allons-nous travailler? Quelle efficacité? En ce qui concerne l'organisation du travail de la direction nationale, je propose que le féminisme soit associé au réseau Économie/Social/Emploi, afin d'élaborer des propositions qui n'oublient pas la notion d'égalité de droit et de partage.

Vincent Bony • Loire
Besoin d'un CEN qui anime le Parti sur tout le territoire national et donc qui soit composé aussi avec le critère géographique. Je m'interroge sur les régions de l'Est ou de la Bretagne. Il y a besoin de poursuivre la coordination des fédérations par région avec un membre du CEN. Regret que l'élargissement important du nombre de membres du CEN ne permette pas le rajeunissement, l'arrivée de jeunes dirigeants. En croisant par exemple le critère « Bretagne » et le critère « jeune dirigeant », on s'aperçoit que l'on a beaucoup de ressources.

Manuela Gomez • Haute-Savoie
Pour ma part, je souhaitais poursuivre le travail engagé depuis un an et demi. J'y ai rencontré des personnes passionnantes et passionnées. Je pratique la rotation des responsabilités, ce sera la quatrième en trois ans. Il nous faut

réfléchir à la nécessité pourtant d'une certaine stabilité pour l'efficacité du travail. J'ai fait part de tout cela à Marie-George. Je peux dire ici que c'est elle qui a tenu à ce nouveau changement de responsabilité me concernant.

Marie-George Buffet
Les intitulés précis vont être examinés, l'idée d'ajouter une tâche sur la fonction publique est retenue, celle de compléter le dispositif en y incluant le RAPSE, animé par Alain Morin, et l'emploi en tant que tel. L'organisation du pôle santé-protection sociale va faire l'objet d'un débat. En ce qui concerne l'immigration, il n'y a pas de problème, les camarades compétents vont tous être associés sans hiérarchie. Savoir qui dirige n'est « pas une question de nombre », car un tout petit nombre peut aussi décider de tout, mais de volonté politique. Je propose qu'une évaluation de ce fonc-

tionnement soit effectuée au mois de juin.

André Gérin (Rhône) indique qu'il ne prendra pas part au vote.

Nicolas Marchand • Val-de-Marne
Le débat sur sécurité-flexibilité explose. Ne pas l'esquiver; l'investir, l'aiguiser pour faire avancer action et idées. On peut être à l'offensive; notre projet c'est plus que « sécuriser », c'est un SYSTÈME de sécurité d'emploi ou de formation. C'est un élément clé du projet de société communiste. Pour aider les militants, il faudrait un argumentaire avec les éléments du débat avec la droite, le PS, l'extrême gauche; l'exigence de mise en cause du principe de baisse du « coût du travail »; celle de ne pas se suffire d'une logique de « plein-emploi » acceptant le chômage, ni « d'interdire les licenciements des entreprises qui font des profits », ignorant celles qui n'en affichent pas!

Comité exécutif national élu (votants : 170 • pour : 130 • abstentions : 9 • nuls : 31)

Buffet Marie-George	Cirera Daniel	Decan Françoise	Genevée Frédéric	Le Moing Jean-Louis	Obadia Alain	Voir Patrice
Assassi Éliane	Cohen Laurence	Dimicoli Yves	Gomez Manuela	Lebail-Coquet Danièle	Parny Francis	Zediri Malika
Benoist Lydie	Cohen-Seat Patrice	Dionnet Brigitte	Grador Dominique	Lorand Isabelle	Perez Martine	
Bessac Patrice	Coloneaux Stéphane	Fath Jacques	Greder Joëlle	Marchand Nicolas	Pourre Fabienne	
Birsinger Bernard	Corbeaux Éric	Garnier Gilles	Guzman Michèle	Martelli Roger	Salon Jean-Paul	
Borvo Nicole	Culié Marie-Claire	Gau Jean-François	Haloui Fabienne	Mills Catherine	Sanchez Richard	
Calabuig Bernard	Dareau Brigitte	Gauthier Élisabeth	Hayot Alain	Navarro Maité	Sheehan Richard	
Celton Sophie	Dartigolles Olivier	Gayraud Martine	Laurent Michel	Nègre Jean-Charles	Vieu Marie-Pierre	

Invité-e-s: Bocquet Alain • Clérin Cédric • Coppola Jean-Marc • Frostin Jean-Louis • Le Hyaric Patrick • Marrucchelli Fernanda • Wurtz Francis • Zarka Pierre

La discussion sur l'emploi

Yannick Monnet • Allier
Sur les questions d'emploi: 1) Vision du monde du travail: Il faut distinguer entre le rapport à l'emploi (stabilité et perspective) et rapport au travail (intérêt et valorisation), ce qui implique emploi pour tous oui, mais emploi choisi. 2) Emploi chez les jeunes: le premier problème vient de la nécessité pour les jeunes de se positionner rapidement et donc de porter l'idée d'un droit à l'expérimentation (notamment grâce à l'allocation autonomie jeune) L'autonomie est source d'émancipation et propice à l'élaboration de son projet de vie.

Françoise Guiche • Paris
Quelle politique industrielle face à la mondialisation capitaliste, quels services publics au service des citoyens et des bassins d'emplois? Menons une campagne différenciée selon la catégorie du salariat. Pour l'ouvrier chez un artisan, son patron ne peut financer le SMIC à 1500 €, tandis que pour la sécurisation des parcours professionnels, celui d'une moyenne ou très grande entreprise craint la délocalisation ou l'influence des actionnaires. Adressons-nous aux artisans, commerçants, exploitants agricoles qui pensent que nous sommes ennemis de la propriété. Faisons-leur connaître nos propositions: prêts à taux réduits, fiscalité plus juste. Adressons-nous à ces catégories selon leurs particularités.

Hervé Bramy • Seine-Saint-Denis
Les collectivités territoriales sont confrontées à l'enjeu de l'emploi. Pour le maintien, le développement de l'emploi public et la valorisation de la fonction publique afin de répondre aux besoins au moment où ce gouvernement fait de l'emploi public une variable d'ajustement de la dépense et du débat publics. Pour faire des contrats aidés des éléments vers l'emploi durable. La co-organisation par le Conseil général avec plus de 50 acteurs des assises pour l'emploi doit permettre d'interpeller les responsabilités de l'Etat et des entreprises. Pour aller plus loin nous avons convenu d'une intervention continue du Parti avec ses propositions en direction du monde du travail et des habitants.

Pascal Borelly • Hauts-de-Seine
1) Toutes les luttes des dernières années ramènent aux questions touchant à l'emploi. Les retraites en 2003. Le financement de la protection plombée par le chômage, la précarité, les bas salaires. Le référendum en 2005: les 19 millions de chômeurs dans l'UE, Bolkestein, la concurrence libre et non faussée. Le CPE, refus de la précarité, mais pas de la mobilité dans la sécurité. 2) Concernant la chaîne humaine pour l'emploi: a) travailler dans le concret et l'urgence des propositions précises. SOGERMA: s'il y manque du travail, transférer des charges Airbus. b) besoin d'expérimentation fonds régional pour l'emploi et la

formation. c) besoin d'une cohérence régionale et nationale.

Olivier Gebuhrer • Bas-Rhin
1) Mieux connaître et faire connaître les arêtes vives du débat avec nos partenaires de « Riposte » sur sécurité emploi-formation. Cette question devient un élément du débat politique et donc nécessité d'avoir une vue aiguisée sur cette question. 2) Voir le lien enseignement supérieur et ses enjeux avec la question de l'emploi et des personnes: besoin impératif d'institutions nouvelles permettant d'anticiper sur les besoins en emplois qualifiés et en parcours professionnels; en lien également avec aménagement du territoire. 3) Revenir très en détail sur la formation continue et de ses contenus et enjeux.

Frédéric Boccara • Val-de-Marne
L'alternative au CPE est posée, par le retrait, mais aussi par l'UMP qui dans un recul "élastique" veut imposer un projet similaire, avec les jeunes « en solde » (art. 25 de la loi promulguée). Il y a une course de vitesse. Lançons les "rencontres pour sécuriser l'emploi" (décidées au congrès): I) élaboration citoyenne d'une nouvelle loi. II) actions immédiates pour impliquer les entreprises et leurs investissements, avec les fonds régionaux (FREF), interpeller l'Etat, les banques publiques, jusqu'à la BCE. Commençons là où les gens sont mobilisés et avec eux. Je propose un appel

en ce sens dans la manif du 1^{er} Mai. Il faut tout mettre sur la table, ne pas cacher les questions de moyens financiers et de pouvoirs.

Yves Dimicoli • Paris
Le mouvement anti-CPE percute la droite et met au défi la gauche: sécuriser et non précariser! Il nous aide à alimenter notre projet et l'appel à la candidature de Marie-George Buffet en 2007. Aidons-le à venir sur l'alternative à la droite: sécurisation de l'entrée des jeunes dans l'emploi, des parcours professionnels, des seniors avec moyens et pouvoirs. Course de vitesse avec la droite et rivalité à gauche: le PS dit « sécuriser », mais sans toucher aux entreprises et en baissant les cotisations sociales! Créer, sans tarder, une Commission nationale pour préparer des assises régionales pour un mouvement national pour sécuriser l'emploi.

Jean-Marc Durand • Drôme
Le mouvement social contre le CPE nous impose à la fois d'affirmer nos propositions et de porter l'action pour la faire aboutir et pour donner corps à l'alternative politique. La proposition d'assises régionales pour l'emploi constitue un point d'entrée fort à condition de les préparer en local. À la lumière des projets en cours sur le bassin d'emplois de Romans (Contrat de site, syndicat économique intercommunalités de communes) s'exprime l'exigence du contrôle des fonds publics, de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés, d'initiatives concrètes pour, à partir d'une évaluation des besoins en emplois, créer les conditions de leur création.

Michèle Leflon • Ardennes
1) Sécurité emploi-formation, mais pour quels emplois? Il nous faut travailler sur la politique industrielle, les services publics. 2) Sécurité emploi-formation, il faut faire la clarté sur le contenu de notre proposition. L'expérimentation du Contrat de transition professionnelle dans les Ardennes montre comment la droite peut récupérer une idée en la vidant de son sens: en particulier ce contrat de transition professionnelle ne met pas en cause la responsabilité des entreprises.

Pascale Soulard • Sarthe
Évidemment nous avons raison de proposer une sécurité emploi-formation, mais cela ne suffit pas. En effet, aujourd'hui comment maintenir l'emploi du privé/public? Comment faire cesser les délocalisations? les dégâts sont considérables. Nous devons, il me semble, ancrer l'emploi, comme un bien essentiel, vital, commun. Un coup d'arrêt doit être asséné aux licenciements, suite aux projets de délocalisations, par voie législative s'il le faut.

Maité Navarro • Vaucluse
Difficile de séparer le débat de ce matin sur la lutte actuelle et celui sur l'emploi. Dans le Vaucluse, nous distribuons nos propositions. Il nous faut expliquer ce qu'on entend par sécurisation de l'emploi et de la formation: c'est le choix de son métier, la possibilité d'évoluer en permanence, l'épanouissement personnel. C'est le refus de la précarité et de la flexibilité. Il nous faut exprimer qu'une autre logique est possible pour répondre à l'intérêt

général et aux besoins. Je suis d'accord avec les propositions de Frédéric Boccara. Je suis aussi pour une plaquette d'information interactive avec laquelle les jeunes et les gens pourraient nous renvoyer leurs avis et leurs propositions.

Frédéric Boccara • Val-de-Marne

La sécurité d'emploi ou de formation, ce n'est pas seulement le type de contrat de travail. C'est aussi celle du revenu. C'est aussi la formation. C'est la certitude de trouver un autre emploi, aussi bien ou mieux rémunéré. Ce sont des pouvoirs de maîtrise nouveaux des mobilités, tant contre les suppressions d'emplois que pour des créations. Ce sont enfin des financements nouveaux. Bref changer non seulement le statut du salarié mais aussi celui du patron! Comme le souligne Pascale à partir de la SNCF, il y a trop peu d'emplois (et de qualité). C'est pourquoi notre proposition de crédit bonifié à l'investissement d'autant plus qu'il crée des emplois, car pour des emplois nouveaux et durables, il faut investir.

Marie-Claire Culié • Tarn

Pour se faire comprendre, ne faut-il pas parler de démarchandisation de l'emploi? Dans le Tarn le 11 mai, nous organisons un débat sur la sécurité emploi formation avec un intervenant du PS, de la CGT et du PCF qui vont expliquer les arêtes de leur projet et ensuite débattre pour essayer de clarifier. Sur les secteurs services publics nous devons plus parler du côté efficacité économique de ces services et de l'emploi. C'est ce plus que nous pouvons apporter dans notre communication, notamment lors des manifestations du 11 juin, lancé par la fédération des usagers des services publics.

Yann Le Pollotec • Seine-St-Denis

Le papy-boom doit nous pousser à être exigeants sur les salaires et sur une embauche pour chaque départ à la retraite. Le mythe de la division du travail entre l'Asie, atelier du monde, et l'Europe, lieu des services à hautes valeurs ajoutées, s'écroule. Ce qui prédomine, ce n'est pas la concurrence entre les entreprises mais la concurrence entre les systèmes sociaux et fiscaux, la concurrence entre les choix démocratiques des peuples. C'est pourquoi l'une des conditions nécessaires à la réussite de la gauche en 2007 est la remise en cause radicale des politiques de libre-échange au profit des politiques de juste échange.

Sylvian Chicotte • Seine-Maritime

Petites entreprises: restons prudents, une partie importante des petites entreprises est le résultat d'extermination de grandes entreprises, ces TPE sont très souvent de fausses entreprises, d'où notre proposition d'un pouvoir du CE contre les externalisations motivées par la baisse du coût du travail. Précarité: notre proposition c'est le plafonnement des précaires et non la taxation qui existe déjà. Durée du travail: Ségolène

Royal défend les lois Fillon quand elle propose que les salariés doivent pouvoir travailler plus que la durée légale avec un accord d'entreprise.

Catherine Mills • Paris

Situation inédite. Contre la précarisation pour la sécurisation. Initiatives décentralisées, du local au national, à organiser tout de suite. Jeunes non qualifiés et qualifiés. Quelles réformes de la formation initiale et continue? Allocation autonomie-formation pour réussite des études, notamment jeunes des milieux populaires. Quels financements? Quelles réformes de l'enseignement supérieur (tutorat, soutien, stages rémunérés, financement)? Responsabilisation des entreprises pour création d'emplois. Financements, publics, sociaux, crédits BCE. Montrer les divergences avec le PS qui refuse de mettre en cause le capital, le crédit, la BCE. Travailler les alternatives, notamment financements et pouvoirs des salariés.

J.-Jacques Karman • S.-St-Denis

Le PCF doit être compris par le plus grand nombre par des mots d'ordre clairs, simples et populaires à la hauteur des ruptures nécessaires. Faire la différence avec le PS sur le contenu de classe de nos propositions avec les 2 dimensions. 1) Résistance à la casse des droits ouvriers avec a) interdiction des licenciements pour les entreprises qui font du profit; b) nationalisation des entreprises qui délocalisent à l'étranger. 2) Rupture avec le capitalisme. a) C'est la recherche du profit maximum qui est la cause du chômage. b) Mettre en cause la propriété capitaliste des moyens de production pour changer réellement.

Pierre Lacaze • Haute-Garonne

Le capitalisme sait que la pression sur les questions d'emplois peut s'inverser dans les années qui viennent. Le mouvement actuel n'est pas circonscrit au CPE, il porte un rejet massif du chômage et de la précarité. Les jeunes salariés font de l'exigence de véritables emplois leur priorité. Il nous faut un matériel présentant nos propositions, décider d'assises départementales, régionales et de rendez-vous nationaux. Il faut que la lutte contre le chômage marque notre campagne électorale, je suis pour décider qu'un rassemblement avec la candidature antilibérale soutenue par notre parti se tienne fin octobre et marque nos exigences: sécurité emploi-formation, politiques industrielles, services publics et créations d'emplois.

Nadine Bourdin • Val-de-Marne

Faire entendre et comprendre à ceux qui luttent contre le CPE, le CNE, des propositions alternatives pour un emploi durable et une formation utile passe par une mise en cohérence de divers éléments. La société ne répond pas aux besoins vitaux de millions de précaires. Or, l'argent existe, les profits des entreprises du CAC 40, produits par les salariés doivent être réinvestis dans des

emplois utiles et durables. Donner à construire une autre société en organisant avec les citoyens, élu(e)s, syndicats et partis des réunions pour faire l'inventaire des besoins d'emplois dans chaque ville, bassin d'emplois et région, c'est la condition pour que cette lutte soit populaire et politique, qu'elle amène l'espoir.

Yves Dimicoli • Paris

Oui, il faut obliger les entreprises à investir en France, mais pour faire quoi? Nous voulons encourager l'investissement d'autant plus qu'il programme emplois et formation avec, particulièrement, des crédits bonifiés, et décourager la finance. Oui, le droit à l'emploi! Mais aussi le droit à la formation tout au long de la vie, le droit à la rotation emploi-formation en toute sécurité pour une promotion de soi. Et pour ça, il faut des pouvoirs pour responsabiliser socialement les entreprises, maîtriser le crédit jusqu'à la BCE. C'est un système de sécurité d'emploi et de formation.

Anne Lafaurie • Val-de-Marne

Besoin d'une initiative nationale sur l'emploi qui se voit et qui dure. Nous sommes appréciés quand on développe notre projet sécurité emploi-formation. Le mouvement contre le CPE le montre. Donc une initiative qui donne à voir en terme de campagne ce que nous proposons (contenus de nos propositions SEF, politique industrielle, recherche) et l'action sans attendre. Décliner alors en régions (elles sont déterminantes sur l'emploi) pour gagner concrètement des avancées. Alors, il est nécessaire d'aider tout le Parti, en articulant le travail des secteurs, des espaces, et intégrer d'autres initiatives tel le Forum sur transport aérien et l'aéronautique et donner une véritable ampleur à cette campagne.

Amandine Omari • Aube

Sur les questions d'emploi: 1) Autant nous devons défendre pour chaque individu une sécurité de revenus, de parcours professionnel et de formation, autant nous devons affiner nos propositions en fonction de la taille des entreprises (grands groupes ou PME-PMI hors filiales) et en fonction des efforts réalisés. La proposition de modulation fiscale et des cotisations souvent avancée par Marie-George Buffet est en ce sens appréciée. 2) Une note interne, des formations animées par nos économistes et responsables du pôle Emploi pourraient aider les communistes à tous les niveaux à mieux s'approprier notre proposition de SEF en vue de nos assises, forums, et débat.

Nicolas Marchand • Val-de-Marne

Le débat sur sécurité-flexibilité explose. Ne pas l'esquiver; l'investir, l'aiguiser pour faire avancer action et idées. On peut être à l'offensive; notre projet c'est plus que « sécuriser », c'est un SYSTÈME de sécurité d'emploi ou de formation. C'est un élément clé du projet de

société communiste. Pour aider les militants, il faudrait un argumentaire avec les éléments du débat avec la droite, le PS, l'extrême-gauche; l'exigence de mise en cause du principe de baisse du « coût du travail »; celle de ne pas se suffire d'une logique de « plein-emploi » acceptant le chômage, ni « d'interdire les licenciements des entreprises qui font des profits », ignorant celles qui n'en affichent pas!

Alain Janvier • Seine-et-Marne

D'accord sur le principe d'Assises régionales et d'autres initiatives politiques. Les dirigeants des grands groupes industriels organisent systématiquement l'externalisation des activités de production et leur précarisation. Les salariés attendent de nous des outils politiques pour pouvoir s'y opposer. De même, face à l'étranglement d'entreprises par les donneurs d'ordre, nos propositions doivent intégrer une autre conception de la mondialisation. Enfin, il faut revaloriser la notion de filière pour une réelle reconquête d'emplois industriels.

Nadine Stoll • Haute-Garonne

Apportons, avec d'autres, des propositions de financement pour le plein-emploi pour fortifier la lutte anti-CPE et répondre à l'attente forte des jeunes en quête d'une perspective. Lors de nos rencontres des 10 forces de gauche en Haute-Garonne, les forces antilibérales présentes se voient refuser l'impression de ces propositions du fait de divergences profondes avec le PS, le PRS. Les déclarations communes « à l'eau tiède » ne traitant que du retrait du CPE ne suffisent pas, elles risquent même de couper court à toute construction alternative. Retrouvons-nous entre forces antilibérales pour construire ces propositions sans interdits et crédibiliser des candidatures communes. Il y a urgence!

Marie-Françoise Palloix • B.-du-R.

Pour bien amorcer le débat démocratique sur notre concept de SEF, il s'agit de co-organiser de grands débats décentralisés pour une loi d'orientation de sécurisation de l'emploi et de la formation qui: abrogerait le CPE et le CNE; organiserait une grande concertation nationale sur les objectifs et les moyens institutionnels et financiers de sécurisation de l'emploi et de la formation. Cette loi d'orientation devrait concerner 3 grands moments de la vie active: 1) le passage des jeunes de la fin des études à l'accès à l'emploi stable et correctement rémunéré; 2) les parcours professionnels; 3) le passage de la fin de vie active à la retraite.

Malika Zédiri • Val-de-Marne

Il faut rendre le chômage cher aux patrons à travers une réelle indemnisation de toutes les formes de chômage. Mettre en relation les profits et la réalité de la rémunération du travail. CNE, contrat senior, contrat avenir fabriquent les travailleurs

pauvres de demain avec des salaires qui ne permettent pas de vivre. Nous devons intégrer cet aspect à notre campagne pour l'emploi.

Martine Durlach • Paris

D'accord avec un vaste débat sur l'emploi, la précarité est une question de société, au centre du système capitaliste. Ce débat doit nous permettre de mieux discuter avec les gens pour qu'ils nous reconnaissent comme efficaces et porteurs de perspective politique. 1) Les gens voient disparaître les entreprises et les services publics, soyons plus forts sur nos propositions, partir des besoins pour créer des activités et des emplois avec des formations, une croissance d'un type nouveau. 2) Sur les moyens: les gens sont loin de mesurer les milliards perdus dans la finance qui pourraient être utilisés autrement. 3) Sur le pouvoir d'achat, soyons résolument sur ce terrain. C'est l'urgence.

Danièle Montel • Seine-Saint-Denis

Donner sens et cohérence à nos propositions. L'emploi est partie intégrante de la société que nous voulons. 1) Réponses aux besoins toute la vie. 2) Maîtrise de sa vie. Le PCF doit être la force qui dénonce les multinationales. Sanofi-Aventis, 6 milliards d'euros en 2005 dont 2 milliards pour les actionnaires. Mettre en débat, enrichir, travailler avec tous notre projet de sécurité emploi-formation. Obliger le capital à investir, démocratiser l'économie, dont l'entreprise. Le salariat est qualifié pour accéder aux pouvoirs, ses propositions alternatives le prouvent. Le patronat, lui, démontre son irresponsabilité et sa dangerosité.

Marie-George Buffet

Face à l'offensive patronale et gouvernementale pour précariser le travail, il nous faut déployer une grande campagne pour des solutions alternatives, un projet à gauche. Nous pourrions donner à toutes nos initiatives sur l'emploi l'objectif de travailler à une loi d'orientation sur le sujet et permettre ainsi aux personnes qui agissent avec nous de mieux percevoir l'utilité de leur action. Lors des conférences régionales prévues de mi-mai à mi-juin, consacrons un temps au bilan des initiatives de terrain sur l'emploi et décidons sur ces bases de l'échéancier pouvant conduire à des assises régionales. Une plaquette interne pourrait nous aider dans cette action avec les objectifs de la droite et du patronat, nos propositions et le positionnement des forces de gauche. Un tract pour le 1^{er} mai devrait enfin alimenter toutes ces initiatives avec nos propositions et l'appel lancé au congrès avec l'offre politique que nous faisons aux citoyens et citoyennes et aux forces de gauche. Il est en effet décisif de bien lier les deux. Une commission devrait être mise en place pour impulser ce travail sous la responsabilité d'Alain Obadia avec les pôles concernés. ■

Communistes

Supplément
à l'Humanité

Équipe de rédaction

2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris

Mél: communistes@pcf.fr - Télécopie: 01 40 40 12 46

DIRECTEUR: Jean-Louis Le Moing - Tél.: 01 40 40 11 67

RÉDACTION: Patrice Falguier - Tél.: 01 40 40 13 59 - Élisabeth Ackermann Tél.: 01 40 40 11 06

RELECTURE: Jacqueline Lamothe - MAQUETTE: Zouhair Nakara, Stéphane Paturey

COMITÉ DE PILOTAGE: Élisabeth Ackermann - Alain Bascoulegue - Marie-Pierre Boursier - Gérard Busque - Brigitte Dionnet

Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Denis Rondepierre

Ont participé à la rédaction de ce numéro: Gérald Briant - Monique Dagorn - Madeleine Hivernet

Cécile Jacquet - Claudine Ludwig - Alain Morin

Secrétariat: Lila Larini - Marianne Parmigiani - Informatique: Vincent Benoist - Jordi Montanard